

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 1 DECEMBRE 2015

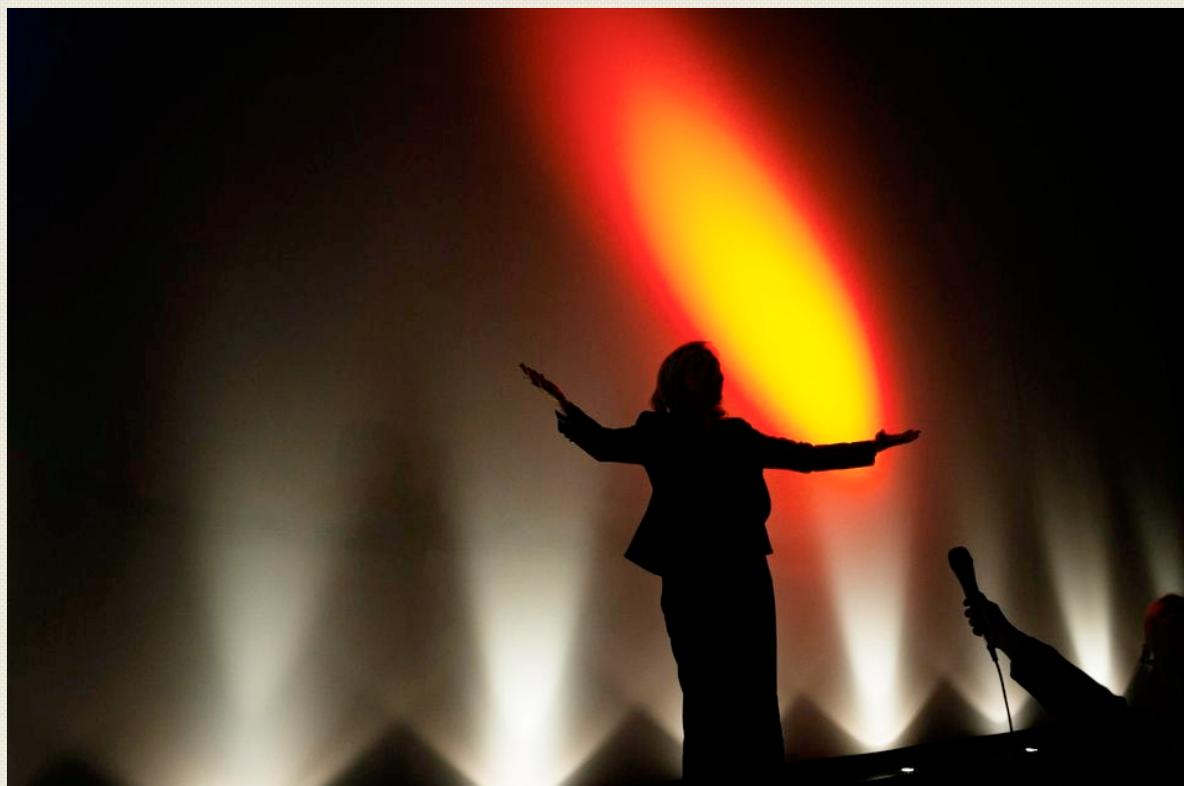
SOMMAIRE

- 1) Reconstruire un « cordon sanitaire »
- 2) Elle peut agir sans se prendre pour...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg : «Face au FN, sortons de la paresse intellectuelle»



La présidente du Front national à un meeting de soutien de Florian Philippot à Forbach (Moselle) pendant la campagne pour les municipales de 2014. Photo Michael Zumstein. Agence VUpublicité

Scander comme on le fait depuis trente ans «F comme fasciste, N comme nazi» est totalement inefficace, selon les chercheurs Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg. Pour eux, il faut reconstruire un «cordon sanitaire» contre les idées du Front national, pas contre les hommes.

Le Front national devrait réaliser des scores historiques lors des élections régionales des 6 et 13 décembre. Le mouvement présente son discours comme le seul valable face aux nouvelles menaces globalisées, terrorisme en tête. Membres de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg ont publié en novembre les Droites extrêmes en Europe (Seuil). Selon les deux auteurs, loin d'être figée dans ses structures ou son idéologie, l'extrême droite forme une nébuleuse hautement adaptable. Elle se serait même développée en symbiose avec la mondialisation, proposant à chaque étape de celle-ci de nouveaux modèles de société fermée.

L'une des conclusions de votre livre est : «L'actuelle demande autoritaire en Europe n'est pas une simple réponse à la crise financière.»

Nicolas Lebourg : La crise économique n'explique rien à elle seule. En Espagne, 53 % des jeunes sont au chômage. Lors des dernières élections européennes, les listes d'extrême droite n'y ont même pas fait 1 % des voix, tandis qu'en France le FN arrivait en tête. Au fond, c'est d'abord une crise culturelle qui explique la montée de l'extrême droite. Depuis le XIXe siècle, cette famille politique répond aux bouleversements géopolitiques en proposant de retrouver une société close et organique, c'est-à-dire qui fonctionnerait de manière harmonieuse, à la manière d'un être vivant. Ce qui suppose toujours le rejet d'un autre que soi.

Jean-Yves Camus : Parallèlement, droite et gauche sont en crise idéologique. La droite conservatrice et libérale ne propose, depuis longtemps, qu'une lecture «économiste» de la mondialisation. Son idéologie n'est pas assez solide pour répondre à la demande d'un nouvel ordre géopolitique, à la peur du déclassement, au chamboulement des repères culturels. Qui sont les intellectuels de droite aujourd'hui ? Au mieux des essayistes, au pire des histrions médiatiques. Le

parti Les Républicains qui a détenu le pouvoir et le brigue à nouveau n'a même pas de revue théorique.

Contrairement à ses concurrents, l'extrême droite produirait une offre politique mieux adaptée à son époque ?

N.L. : Quitte à schématiser, disons que la gauche est d'abord une question de programme, la droite de style, et l'extrême droite de vision du monde. Cette famille peut donc faire preuve d'une grande souplesse, car, chez elle, l'économie n'est qu'un outil au service de la politique, qui est elle-même au service de sa vision du monde. C'est pour cela, par exemple, que le FN a pu adapter si largement son programme économique au fil des ans.

En plus d'être plastique, l'extrême droite offre une vision du monde homogène. Elle explique la plupart des problèmes actuels - désindustrialisation, chômage de masse, pauvreté des rapports sociaux... - par la présence de populations arabo-musulmanes non assimilées. Quoi qu'on en pense, la souplesse et la cohérence interne de cette grille de lecture la rendent particulièrement efficace. Surtout face à une droite et une gauche qui en semblent dépourvues.

J.-Y.C. : Le grand échec de l'antifascisme militant est de ne pas avoir su penser la complexité du phénomène auquel il répond. Nous sommes en 2015 et nous savons désormais que répéter «F comme fasciste, N comme nazi» pendant trente ans ne mobilise pas. Parce qu'intuitivement, les citoyens ont le sentiment que cela ne colle pas. Le propre du fascisme, c'est de préparer la transformation intégrale de l'homme, l'avènement d'un homme nouveau. Je n'ai pas l'impression que tel soit le projet du FN.

Quel est le bilan de l'extrême droite associée au pouvoir ?

N.L. : On peut le dresser sur les trente dernières années en Europe. Lorsqu'elles accèdent aux responsabilités, les extrêmes droites renoncent au volet social «subversif» de leur discours et soutiennent une politique libérale, à condition que soient menées des politiques de lutte contre l'immigration et de fierté nationale. On l'a vu avec le parti des Vrais Finlandais, avec le FPÖ autrichien, avec la Ligue du Nord en Italie, entre autres. Plutôt que des attaques contre les libertés fondamentales, on a la mise en place d'un eurolibéralisme ethnicisé. Les alliés de Marine Le Pen ont presque tous participé à des majorités et

appliqué ce genre de politique.

Ce n'est pas un créneau que l'on associerait spontanément au FN...

N.L. : Effectivement. Et c'est pour cela que l'on constate, lorsqu'il est contre la gauche au second tour, que le FN enregistre de mauvais reports de voix de la part des électeurs de droite. Sarkozy tape au bon endroit lorsqu'il accuse le Front national d'avoir un programme économique d'extrême gauche : cela touche une partie de l'électorat LR. La ligne «ni droite ni gauche» de Marine Le Pen marche bien au premier tour, pas encore au second, à la grande frustration de ses militants. Si le FN veut participer au pouvoir, il devra lâcher du lest sur cette question. La question n'est donc pas de lutter contre le «fascisme», mais de savoir si l'on souhaite ou non un libéralisme ethnicisé. Dans l'affirmative, l'extrême droite doit participer au pouvoir ; sinon, il faut s'y opposer.

Face à un Front national hégémonique à l'extrême droite, que deviennent les autres familles de cette mouvance ?

J.-Y.C. : D'anciennes tendances idéologiques perdurent, comme l'intégrisme catholique. De même, il existera probablement toujours des fascistes. D'autant que, quand un grand mouvement populiste comme le FN semble se recentrer, certains militants «purs et durs» le quittent. Cela dit, ils ne représentent plus que des idéologies de témoignage, minoritaires dans leur camp. Il faut choisir : entretenir seul contre tous une mémoire politique, ou s'adapter et devenir une machine à conquérir le pouvoir, comme l'a fait Jean-Marie Le Pen avec le FN.

N.L. : Pour réussir, une offre politique doit correspondre à l'état de la société. Maurras critiquait la société industrielle au bénéfice d'un modèle agricole. Le fascisme, lui, était merveilleusement adapté à la société industrielle et au dépassement de l'Etat nation par les empires. Le FN, enfin, abhorre la postmodernité et valorise une France mythifiée des Trente Glorieuses.

J.-Y.C. : Ce qui fera la victoire du FN, c'est une société conforme aux souhaits de Jacques Attali, selon qui «nous serons tous intermittents du spectacle». C'est une phrase terrible, parce qu'il y croit et qu'il n'est pas le seul. Il y a un fossé entre ceux qui aiment être intermittents, ou qui en ont les moyens, et ceux qui subissent ce statut. L'une

des seules catégories sociales où les femmes votent plus FN que les hommes, ce sont les employés de commerce. Pour une femme, c'est être vendeuse ou caissière, souvent en famille monoparentale, avec des horaires invraisemblables.

Vous écrivez qu'une «partie de la mouvance islamiste défend une vision du monde à bien des égards proche de celle de l'extrême droite». Pourquoi ?

N.L. : Faisons d'abord un sort au concept d'«islamofascisme» [utilisé par Marine Le Pen comme par Manuel Valls, ndlr]. Ce mot est un non-sens historique et intellectuel, récusé par la totalité des historiens du fascisme. Vouloir assimiler les deux phénomènes ne sert à rien et témoigne d'une incapacité à penser la violence, la radicalité et les sociétés fermées hors des totalitarismes européens du XXe siècle. Ils ne se rapprochent guère que dans leur conception de la société comme un tout organique, autoritaire et hiérarchisé.

J.-Y.C. : Ce qui me frappe chez les essayistes qui utilisent ce terme, c'est leur incapacité à penser un objet qui est le principal totalitarisme contemporain, autrement que par référence à un objet antérieur. Or il faut savoir penser le totalitarisme islamiste pour ce qu'il est et non par rapport au nazisme. Sans quoi on se condamne soit à établir une équivalence fautive, soit à minorer l'islam radical, puisqu'il n'a pas mis en œuvre de processus génocidaire de masse. Je veux souligner deux différences fondamentales entre islam radical et fascisme. D'abord les régimes islamistes s'inscrivent dans la logique du libéralisme économique. Ensuite l'Etat islamique n'a pas pour objectif de forger un «homme nouveau» mais de revenir à l'homme musulman des origines.

Comment disparaissent les extrêmes droites ?

N.L. : D'abord en participant au pouvoir. Tous les partis finissent par le payer, mais c'est encore plus violent pour l'extrême droite, même en cas de soutien sans participation au gouvernement. Certains pays ont aussi payé cher leur normalisation lorsqu'ils l'ont poussé jusqu'au bout : ce fut le cas de l'Alliance nationale en Italie [dissoute en 2009, ndlr]. Enfin, un mouvement d'extrême droite peut périr lorsqu'il propose une offre politique dépassée, comme dans le cas du néofascisme.

J.-Y.C. : Quitte à heurter, je ne suis pas persuadé que la mort de l'extrême droite soit un objectif à atteindre. Je laisse à cette famille le fantasme de voir disparaître ses adversaires. Je préférerais que ces derniers sachent argumenter contre elle, au lieu d'être tétanisés. On en est hélas loin aujourd'hui : les uns l'imitent, les autres reprennent la sempiternelle référence aux modèles fascistes et nazis. On l'a dit, celle-ci est inefficace et prouve surtout la paresse intellectuelle de ses utilisateurs.

N.L. : Il faut repenser le fameux «cordon sanitaire», censé isoler la droite de l'extrême droite. Car il a dégénéré : il signifie aujourd'hui que le FN ne peut pas accéder au pouvoir, mais que d'autres partis récupèrent ses idées. Cela me semble malsain, car cela crée de la frustration tout en radicalisant l'ensemble de la vie politique. Le «cordon» doit concerner les idées, pas les hommes. Que le FN ait des élus s'il les gagne à la loyale, mais que les autres mouvements n'aspirent pas son corpus.

Dominique Albertini



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Oui, la gauche peut agir contre le terrorisme sans glisser à droite

Didier Hanne



Paris, le 22 novembre | REUTERS/Eric Gaillard

À la gauche de démontrer qu'elle peut penser et agir contre le terrorisme sans rien renier de ses valeurs mais au contraire en les défendant contre ceux qui les attaquent.

Ce texte du juriste Didier Hanne, dont Slate republie de larges extraits, a été initialement publié dans une version plus longue le 7 novembre 2015, soit une semaine avant les attentats du 13 novembre en région parisienne, dans la Revue du Mauss permanente (Mauss signifie Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales, en référence au sociologue Marcel Mauss), sous le titre: «Attentifs ensemble» – Réflexions sur la gauche, le terrorisme, et ce qu'il convient de faire par rapport à lui».

Au vu de la réaction de l'exécutif dans la foulée du choc des attentats, il semble difficile de faire un procès en «laxisme» à la gauche gouvernementale. C'est d'ailleurs plutôt la crainte inverse – celle d'une réaction excessive prise dans la panique, augurant de sombres horizons pour les libertés publiques – qui occupe les commentateurs et médias à gauche. Il n'en reste pas moins que Didier Hanne pointe, dans la foulée des attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher de Vincennes, les 7 et 9 janvier derniers, le prisme par lequel nombre d'intellectuels de gauche ont voulu appréhender le terrorisme, et que cette critique vaut en partie pour l'après-13 novembre: un sujet qui ferait dévier le débat politique des vrais thèmes sociaux, capturant des «peurs» forcément irrationnelles et disproportionnées et, c'est le point-clé, destiné comme mécaniquement à profiter au discours des droites, en particulier du Front national. Or, plutôt que d'entériner cette

version, l'auteur démontre qu'on peut penser et agir contre le terrorisme sans glisser à droite. En faisant face au phénomène, à ses causes, ses conséquences et ses menaces.

Les derniers sondages ont montré une hausse significative du nombre des partisans de la peine de mort en France. Désormais, le seuil d'une majorité en faveur du rétablissement de la peine capitale semble atteint: l'enquête Cevipof de 2015 indique que 50% des sondés se déclarent pour le rétablissement tandis que 28% se déclarent «pas du tout d'accord» et 20% «plutôt pas d'accord» avec cette perspective.

Le facteur essentiel de ce retournement de tendance spectaculaire à propos de la peine de mort, vu sa chronologie (le basculement se produit entre 2011 et 2015), est probablement celui-ci: les dégâts multiples et complexes d'un terrorisme qui, depuis plusieurs années, frappe au cœur des démocraties capitalistes.

Rappel sur la dernière période, des années 1970 à aujourd'hui. Après la série d'attentats notamment imputés à Carlos en 1974 (Drugstore Publicis), la France connaît une nouvelle série d'attentats en 1986. Une autre vague se produit en 1995 (GIA), celle dans laquelle Khaled Kelkal est impliqué. En 2012, les assassinats antijuifs de Mohamed Merah surgissent en pleine campagne présidentielle. En 2015, les attentats à Charlie Hebdo et au magasin Hyper Cacher de la porte de Vincennes frappent l'opinion à un point jamais atteint, suscitant à Paris et en province des manifestations de masse inédites par leur ampleur. Depuis, plusieurs actions ou tentatives terroristes (à Villejuif, en Isère, dans le Thalys Bruxelles-Paris) ont réveillé périodiquement préoccupations et débats. Et entre deux vagues d'attentats en France, d'innombrables piqûres de rappel au réel sont infligées à la population par des tueries commises à l'étranger: New York (1993 et 2001), Madrid (2004), Londres (2005), dont le rythme s'est accéléré en 2014 et 2015: Bruxelles, Copenhague, en Tunisie, puis à Ankara...

Se méfier des thèses fatalistes

Il faut comprendre qu'au-delà de leurs victimes directes, ces tueries médiatisées (et conçues pour l'être) ne font pas que susciter des émotions, ou mobiliser des affects: elles «travaillent» la conscience collective, elles modifient des comportements, elles donnent à penser. Elles retentissent également dans le champ politique. En règle générale, au détriment de la gauche, et

au profit de la droite et de l'extrême droite. Et à gauche, justement, qu'en dit-on? On est en tout cas toujours capable de publier, en septembre 2015, un livre collectif prétendant analyser les causes du développement du Front National sans dire un seul mot en 102 pages du rôle qu'ont pu jouer les tueries terroristes dans les succès électoraux du FN... [1]

Est-ce inévitable? Telle en tout cas la thèse fataliste qui s'exprime fréquemment à gauche. Par exemple, selon Jean-Luc Mélenchon, les tueries antijuives de Merah à Toulouse en 2012, auraient stoppé net la dynamique ascendante de sa candidature. «(...) On oublie que cette campagne a basculé avec un événement qui n'est pas de mon fait: les tueries de Toulouse et Montauban perpétrées par Mohamed Merah. Le lendemain de mon rassemblement à la Bastille, ce terroriste passe à l'acte. Il a stoppé net l'envol de ma campagne en remettant sur le devant les thèmes de Le Pen et en reléguant mes thèmes sociaux et culturels. (...). Je pense que cet acte terroriste a changé totalement la donne. Mais c'est la vie...»

Mais alors, si «c'est la vie», la gauche est-elle condamnée à reculer, de défaites en défaites, tant que ce terrorisme durera et se manifesterait? La gauche, et spécialement la gauche de la gauche, n'ont-elles plus qu'à croiser les doigts pour que ce «thème» s'évanouisse du débat public? Ou passer leurs temps à adjurer médias et journalistes de bien vouloir éviter le sujet?

«Place au social», clame Edwy Plenel [2]. Oui, mais comment faire quand dans la vie... il n'y a pas que le social, et que les gens s'en aperçoivent? Le problème est que sous ce qui est appelé «thème», il y a une réalité. Une entreprise terroriste, vivante et concrète. Et que tout indique que cette réalité là ne va pas disparaître, ni à court ni à moyen terme, de notre environnement politique, social et culturel.

Il est grand temps, me semble-t-il, de se poser ces questions et de débattre des problèmes que pose à la gauche la montée du terrorisme. Sans se borner à une épuisante bataille, inévitablement perdue dans le contexte, pour tenter de substituer un «thème» à un autre: en faisant face.

Face au pire, la peur n'est pas toujours notre ennemie

En ces temps de terrorisme à répétition, que

gagne-t-on vraiment, à gauche, à agiter cette peur compulsive de la peur? Quelle peut être la réception, chez ceux qui sont inquiets –si l'on veut bien considérer que c'est à juste titre– de ce genre de concepts qui sont en réalité des slogans? Des dizaines de millions de Français se sont aperçus du phénomène terroriste. Ils ont vu le ballet des ambulances, ils ont assisté à certaines exécutions, ils ont deviné ce qu'ils ne pouvaient pas voir, ils ont entendu les témoignages des survivants. Ils se mettent à leur place. Ils s'en préoccupent, alors, en parlent, en débattent. Ils cherchent des réponses, mais des réponses qui ne consistent pas en un évitement plus ou moins sophistiqué. Et on viendrait leur dire que leur peur est «construite» par les médias, ou, pire, qu'elle est «nauséabonde» parce qu'elle fait le lit de Mesdames Le Pen? Il faut vraiment avoir pris l'habitude de prendre de très haut les préoccupations populaires pour s'imaginer que les réactions à cette formule décidément idiote puissent être positives à échelle de masse.

La petite chanson de la disqualification des inquiétudes populaires a été souvent poussée, en sourdine, mezza voce ou à pleins poumons. Avant de passer en revue, sans prétendre être exhaustif, quelques écrits publiés après janvier 2015, je précise que je ne m'en prends pas ici aux auteurs, pas plus qu'à l'ensemble de leurs œuvres, mais à ce qu'ils ont éprouvé le besoin de publier –en usant de mots choisis– juste après les attentats [des 7 et 9 janvier, ndlr].

Dès le 11 janvier, Patrick Viveret, dans une tribune parue sous le titre «Ne nous trompons pas de combat!», prononçait un avertissement solennel: gardons-nous de «la peste émotionnelle». Philosophe, mais pas hostile aux formules frappantes, on le voit [3]. J'avoue trouver quelque peu hasardeux de consacrer, quelques jours après les morts des 7, 8 et 9 janvier, la quasi totalité d'une tribune publique à la dénonciation des guerres de Bush, de la CIA, de la «lepénisation des esprits», de la «peur et des replis identitaires»... pour nous expliquer que la version Front national du fondamentalisme est «tout aussi dangereuse» que la version religieuse du fondamentalisme. Je reviendrai plus loin sur ce renvoi dos à dos plus que problématique, qu'on beaucoup lu et entendu, à gauche, après les attentats. Mais revenons humblement au sens des mots. Qu'est-ce que la «peste»? Une atroce maladie mortelle. Patrick Viveret est-il bien sûr que l'unique lieu où incube l'horrible bacille, le seul qui méritait une énergique médecine

préventive se trouve chez les inquiets du djihadisme?

Il existe des craintes intelligentes

Après les tueries de Merah en 2012, il y a eu de l'émotion, mais aucune «peste émotionnelle» en France. Il est même fort possible que l'émotion n'ait, à ce moment là, pas été assez forte. Depuis janvier 2015, des émotions encore, plus vastes, mais toujours pas de peste, à moins de confondre le peuple français avec quelques excités effectivement dangereux de l'ultra-droite. Pourquoi faudrait-il à tout prix prendre en horreur nos émotions, comme si elles étaient condamnées à nous faire glisser sur la pente de la «lepénisation des esprits»?

Un peu plus tard, Emmanuel Todd devait, lui aussi, adopter le lexique médical (volet psychiatrique) pour nous dire, du 11 janvier, ce qu'il convenait de penser: «Nous savons désormais, avec le recul du temps, que la France a vécu en janvier 2015, un accès d'hystérie». Rappelons que l'hystérie est une maladie psychique appartenant au tableau des névroses. Elle appelle des soins adaptés. Telle était, quand même, la première phrase de son essai sorti en mai 2015. On peut être savant anthropologue, et recourir à un lexique insultant, dépréciatif, et foncièrement élitiste.

Le seul problème de ces trouvailles langagières (dont l'unique but est de disqualifier les préoccupations populaires en les faisant glisser vers la «panique», puis «l'hystérie» et enfin «la peste») est qu'elles font un tort considérable à la crédibilité de la gauche... Oui, le terrorisme suscite des craintes. Des craintes intelligentes: pas seulement pour soi mais pour autrui. C'est pourquoi la peur n'est pas en soi incompatible, par le truchement de l'indignation, avec de grands mouvements de solidarité, comme l'ont prouvé les défilés du 11 janvier, j'y reviendrai.

Un discours de gauche sur le terrorisme doit arrêter de minimiser ses dégâts et de discréditer – volontairement ou sans faire exprès– les inquiétudes qu'il suscite. Donner l'impression qu'on change de sujet, quand cela vient dans les conversations parce que cela survient dans la réalité, au profit des seuls «thèmes» déclarés sérieux (la question sociale, la question écologique), c'est contribuer au mieux à la désorientation, au pire à jeter des millions de personnes dans les bras des catastrophistes ultra-sécuritaires.

Pensons-y, parlons-en, nommons-le

Les gauches devraient être capables de penser le terrorisme, au lieu de l'esquiver, en le débaptisant (en violence politique), ou en le despécifiant (en le noyant dans l'ensemble des rapports sociaux), afin de nier les problèmes particuliers posés par son existence. Elles doivent éviter de reproduire les erreurs commises il y a vingt ans quand l'insécurité fut présentée comme une «invention» de l'État et des «marchands de sécurité», alors que, bien réelle avant d'être évidemment exploitée par toutes sortes d'officines et par le Front National, elle opérait son travail de sape dans la population [4]. Les citoyens préoccupés par l'insécurité étaient des victimes, non de la délinquance, mais d'une «hystérie sécuritaire». Le mot reviendra souvent. Pour cette erreur largement partagée, la gauche a été sanctionnée, par son expulsion au ralenti des quartiers populaires... puis le 21 avril 2002, et la victoire de Sarkozy en 2007.

Or, la même logique est à l'œuvre chez les tenants de l'anti antiterrorisme systématique qui se focalisent sur la critique du «fantasme» de la menace terroriste, sans dire un mot de la lutte antiterroriste, sauf... pour étriller tous ses dispositifs. Pour les plus outranciers, on énoncera que celle-ci combat un terrorisme qui n'existe pas, combat qui use par définition de moyens exagérés, puisque contre un irréel, tout moyen, nécessairement et de tout temps, pourra être qualifié d'excessif.

Au lieu d'user de ruses sémantiques, acceptons de considérer qu'il y a bien, en face de nous et pour longtemps, un phénomène singulier, à nul autre pareil. Durable et complexe. Certains auteurs tirent argument de cette complexité pour dénier au phénomène toute unité, mettant en doute la possibilité d'une définition. Pourtant, quelque chose rassemble objectivement ceux qui passent aux actes: la volonté de massacrer, les moyens employés, les cibles et la référence à l'islam

Je ne vois pas ce que la gauche gagnerait à refuser de prononcer les mots qui correspondent à cette réalité. On peut tourner autour du pot des définitions: nous sommes bien aux prises avec un phénomène terroriste spécifique, non réductible, contrairement à ce qu'affirment depuis longtemps certains sociologues, à de la «violence politique» [5]. Avant d'être un «label» ou une qualification juridique, le terrorisme islamiste

existe. On n'est pas obligé de l'exagérer, ni de le minimiser, mais il est sot de le nier comme objet particulier.

La volonté d'en finir... spécialement avec la gauche

Mais il existe une autre raison de fonder la nécessité pour la gauche de se mobiliser en propre contre le terrorisme: elle devrait identifier clairement un adversaire qui tend à sa destruction, pour ce qu'elle est et pour ce qu'elle veut. À coup sûr, les terroristes islamistes, si on les laissait faire, non seulement bloqueraient toute possibilité de changement social, mais initieraient un retour en arrière très brutal. Il n'y aura pas de smic dans le califat, ni de liberté d'aller et de venir. Par contre, travail des enfants, marginalisation oppressive des femmes, sanctions cruelles y battront leur plein, comme dans les zones occupées par Daech ou... en Arabie Saoudite. Les tueurs de notre Djihad postmoderne ne sont pas que les opposants en actes de toute démocratie, en quête d'une société homogène: ils sont les ennemis déclarés de la gauche et des valeurs qu'elle porte toutes tendances confondues.

Pas de raccourci historique, il n'y a pas un complot musulman contre la gauche, venu de la nuit des temps et se reproduisant à l'identique. La référence au Coran ouvre un bouquet de possibilités fort différentes. Que personne n'oublie les décennies d'harmonie miraculeuse d'Andalousie, ni Averroès (dont la volonté de séparer raison et foi fut condamnée à la fois par l'église catholique et la religion musulmane). Pas d'amalgame: il existe bien des musulmans progressistes, et quelques sourates pour le leur permettre. Cependant, les traces abondantes d'une robuste incompatibilité entre mouvements fondamentalistes musulmans et gauche, on en trouve aussi...

Souvenons-nous du rôle de la Nahdatul Ulama, association musulmane forte de plusieurs millions de membres et de ses milices, au côté de l'armée, dans le gigantesque massacre des communistes et incroyants indonésiens démarré en septembre 1965, tuerie de masse effectuée notamment sous l'accusation d'athéisme. Un véritable «génocide contre la gauche» qui a fait un million de morts au moins selon Amnesty International [6]! N'oublions pas le sort fait à Mehdi Ben Barka par les cerbères –projetés à l'étranger eux aussi– des services policiers de l'État musulman marocain et les efforts déployés au Maroc pour anéantir la

gauche marocaine laïque en formation. Plus près de nous, rappelons-nous que ce sont en premier lieu des leaders de la gauche tunisienne qui ont payé de leur vie leurs engagements progressistes et féministes...

Un terrorisme aux visées idéologiques et politiques

Évitons ainsi de continuer à susurrer que le terrorisme islamiste, ce serait uniquement l'emploi de certains moyens et qu'il ne comporterait aucun dessein le singularisant radicalement d'autres phénomènes de violences. Cet aveuglement sur le programme terroriste n'est pas seulement erroné, il est démobilisateur. Certes, il permet de le glisser dans la longue cohorte des procédés guerriers, et par conséquent terrorisants, qui accompagnent les sociétés humaines au moins depuis la guerre des gaules (un million de victimes, paraît-il), en bref de le relativiser par inscription dans la longue histoire. Mais du coup, l'interdépendance des moyens employés et des buts assignés est méconnue, au risque de manquer l'évolution de la menace.

En effet, si dans la série des attentats terroristes qui ont eu lieu en France depuis quarante ans, existait dans les trente premières années un rapport étroit avec certaines guerres en cours (Palestine, guerre Irak/Iran, Afghanistan) les attentats commis hors de ces zones en constituant comme les excroissances, les choses ont peu à peu changé: aujourd'hui la férocité sans limite du terrorisme islamiste renvoie bien à un projet de société qui cherche son chemin. Ce sont plutôt les zones «tenues» par des organisations terroristes ou des États en formation (en Irak, au Yémen, au nord du Nigeria) qui désormais sont les manifestations, modulées selon les réalités nationales ou régionales, d'une entreprise internationale à visée civilisationnelle. Un dessein radicalement hostile à tout progressisme: «une autre puissance émerge qui ravage des territoires entiers y répandant la terreur (terreur qui n'atteint l'Europe qu'épisodiquement), qui n'est sans aucun doute pas moins hostile à l'anticapitalisme qu'au capitalisme lui-même.» [7]

Orienté vers la refondation d'un Califat qui souderait l'humanité dans une nouvelle communauté des croyants, animé d'un optimisme messianiste appuyé sur des analyses parfois subtiles des fragilités des démocraties modernes, revigoré par ce qu'Habermas appelle «la vulnérabilité des systèmes complexes» [8], le

nouveau terrorisme islamiste est bien doté de buts idéologiques, politiques et sociaux, non moins effrayants que les moyens qu'il emploie. Ces buts ne sont pas plus à méconnaître ou à sous-estimer que ne l'était le programme fixé par Hitler dans Mein Kampf dès 1925 quand les nazis n'étaient encore que quelques dizaines de milliers.

Il est vrai que ce terrorisme séduit, brasse et manipule quelques individus qui semblent agités de pulsions morbides, sans intention consistante de bâtir une société différente, seulement celle de purger malaises et ressentiments en tuant, en détruisant, y compris leur propre vie. Mais il est discutable d'affirmer, comme Edwy Plenel à propos des terroristes actuels ou futurs qu'ils ne sont animés que d'une «idéologie nihiliste» remplissant un «vide existentiel» [9]. Le nihilisme, c'est ne croire à rien. Eux sont gorgés de croyances. Il est vrai que les djihadistes se suicident parfois. Mais quand on se tue après avoir soi-même beaucoup tué, posté des vidéos et assumé des préparatifs minutieux pour cela, ce suicide-là a un tout autre sens que l'absence de sens. Nos tueurs ne se sacrifient pas pour rien mais pour quelque chose, même si à nos yeux ce quelque chose ne vaut rien.

Assumer le combat

De surcroît, même parmi les tueurs il n'y a pas que des dépressifs, des bipolaires ou des sociopathes, et ce ne sont certainement pas ceux-là qui donnent le ton dans les idéologies à l'œuvre dans le milieu djihadiste. Celui-ci a su se fabriquer à l'aide de ses intellectuels organiques des pensées ad hoc, des repères, des buts stratégiques, des textes et des images pour les dire.

La réduction du nouveau terrorisme à une technique de combat, juste un peu plus dure que les autres, et le refus de s'intéresser à ses intentions explicites, ces deux erreurs ont le même effet: nous détourner de la compréhension du sujet.

Mais revenons à la gauche française. Elle devrait, il me semble, entendre l'avertissement d'un Michael Walzer:

«Les valeurs que les fanatiques dénoncent comme étant "occidentales" –la liberté individuelle, la démocratie, l'égalité des sexes, le pluralisme religieux– sont ici au cœur du débat. C'est certain, les Occidentaux n'ont pas toujours

vécu en accord avec ces valeurs et ont souvent échoué à les défendre, mais ce sont des valeurs auxquelles l'hypocrisie occidentale rend hommage, et que certains d'entre nous s'efforcent de protéger. Ce sont les valeurs qui caractérisent en grande partie la gauche»[10].

La lutte continue pour une société meilleure, moins inégale, plus libre, sans violence et respectueuse de la planète. Les raisons de militer ne manquent pas. Mais entendons aussi la déclaration de guerre qui nous est faite, et assumons ce combat, puisqu'un nouvel adversaire, particulièrement vicieux et dangereux, se dresse contre nous.

Analyser les causes, toutes, et les conséquences, aussi...

Pour comprendre ce nouvel adversaire, les gauches devraient rompre avec la manie du causalisme simplificateur. On se focalise sur les causes économiques et sociales du phénomène, alors qu'existent aussi des causes idéologico-culturelles et religieuses.

Yvon Quiniou, philosophe marxiste, a bien raison de souhaiter que les intellectuels «envisagent rationnellement la situation de barbarie que nous connaissons, dans toutes ses dimensions causales».

En France, il faut accepter de déplier l'enchevêtrement des causes, sur les plans différents où elles s'exercent, tout en interagissant entre elles, sans méconnaître la liaison avec des facteurs internationaux. Manifestement, le nouveau terrorisme exploite l'ambiance délétère des «territoires perdus de la République», devenus des «isolateurs» propices à toutes les dérives fanatiques ou sectaires pour les individus les plus fragiles. Il pénètre dans les courants fondamentalistes musulmans, qui, bien que minoritaires et eux-mêmes traversés de tendances et de débats, progressent dans un mélange subtil de contrainte (pour les récalcitrants) et de persuasion (pour les disponibles). Dans le contexte facilitateur d'une crise majeure de l'intégration en France.

Le développement des fondamentalismes musulmans dans un pays comme la France a certainement beaucoup à voir avec la crise de l'intégration, le recul des solidarités populaires et l'absence d'une contre société protectrice, – fonction autrefois assumée par un mouvement

ouvrier désormais disparu– ainsi qu'avec le spectacle consternant donné par les élites amoraux. Pour une part, la progression des intégrismes religieux constitue une réplique (hyper conservatrice) aux tendances à l'atomisation régnant dans les sociétés «modernes». Mais ces causes politico-culturelles ne remplissent leurs fonctions qu'en rapport avec l'hypercapitalisme financier qui est le cadre où elles peuvent jouer à plein.

Celui-ci, en entretenant chômage de masse, précarisation et marchandisation généralisée, dans une dynamique de fuite en avant –train fou dans lequel une partie de la gauche a décidé d'embarquer– multiplie les insécurités sociales, la désappartenance, la fin de la socialisation par le travail, sans solution de remplacement. Engendrant anomie et démoralisation, il ne peut que pousser certains dans la recherche d'une voie religieuse pour trouver un sens à la vie. Pour autant, fanatisme, intégrisme et violences ne sont pas des fatalités de l'engagement religieux.

Cependant, les causes du terrorisme, même s'il a tendance à s'incruster dans ce terrain favorable – sont à distinguer des causes du fondamentalisme. Elles ont une densité plus faible en facteurs économiques et sociaux identifiables. La diversité des parcours individuels est telle qu'il est délicat de repérer des profils ou de faire des prédictions de comportement par catégories. Mais on le constate, des gens ayant quelque chose à perdre, un travail, une famille, un avenir encore ouvert cèdent aussi à la tentation de l'ultra violence. Ils ne viennent pas tous des rangs du fondamentalisme, et ils ne sont pas tous des enfants de la misère.

Favoriser le débat et la documentation

C'est souvent à l'abri du fondamentalisme que les terroristes, proposent une autre forme d'intégration. Cependant, celle-ci, de type sectaire, demeure qualitativement différente de la socialisation offerte par le fondamentalisme, plus souple et moins susceptible de désocialiser radicalement les individus. Si Malek Boutih n'a pas tort d'affirmer que «le djihadisme doit être conçu comme la partie la plus avancée de la radicalité politico-religieuse de l'islamisme. Non pas dans l'objectif de criminaliser tous ceux qui pensent contre nous, mais pour comprendre et combattre plus efficacement ce phénomène», c'est à condition de se souvenir qu'on ne lutte pas avec les mêmes moyens et les mêmes objectifs

pour contrer l'influence des courants fondamentalistes et pour contrer celle des terroristes.

En tout cas, face à de tels enchevêtrements causaux, c'est une illusion encore trop répandue à gauche de s'imaginer que le terrorisme pourrait reculer exclusivement sous l'effet de politiques plus sociales ou plus égalitaires. Cela ne veut pas dire qu'il ne faudrait pas les mener, ces politiques. Il y a bien un rapport entre le terrorisme et la façon dont la société moderne s'oriente vers un capitalisme intégral désorientant des multitudes d'individus tout en œuvrant à la déchirure de la socialité. Mais ce lien est tellement compliqué de médiations et de rétroactions multiples, sans parler de cette complication cardinale, l'imprévisibilité d'individus relativement libres, qu'il ne sert presque à rien de le rappeler, lorsqu'on cherche à comprendre et à agir contre le terrorisme.

Il faut cependant également s'intéresser aux conséquences. On méconnaît, sinon, que le terrorisme n'est pas seulement causé: comme phénomène politico-social, il est également causant.

Il est urgent de donner les moyens à la société de construire un diagnostic intelligent et réaliste d'un phénomène complexe et changeant. Nous devrions exiger de l'État que les nouveaux moyens dévolus à la lutte contre le terrorisme ne soient pas seulement dédiés à la répression, mais qu'ils favorisent également la recherche, la documentation, les débats citoyens. Il est certain en tout cas que la stimulation publique de la recherche sur le phénomène terroriste n'aura pas lieu, ou moins bien, si les chercheurs craignent d'être assimilés à une horrible «machine à punir» qui «construit» son objet et «invente» ses cibles, à moins de se résigner à abandonner ce champ de recherche aux seuls intellectuels ayant quelques prédispositions droitières. Ajoutons que cette recherche doit embrasser l'ensemble du phénomène, et donc ne pas être uniquement polarisée sur les causes, mais travailler aussi sur les conséquences. Sur l'État, sur la société, sur les victimes.

Sujet actif, le terrorisme s'émancipe de ses conditions de possibilité en se dressant au-dessus d'elles, et comme tout phénomène politico-social, modifie son environnement, rétroagit sur ses causes, engendre des conséquences qui peuvent à leur tour devenir des causes: il produit de la nouveauté.

On notera qu'à gauche, si on a assisté à un déferlement compassionnel à propos de la «crise des migrants» et pu lire de nombreux articles et clichés photographiques manifestement chargés de faciliter l'identification aux réfugiés –ce qui était parfaitement justifié–, la compassion à l'égard des victimes du terrorisme et de leurs familles a été beaucoup discrète. Rares ont été, en milieu intellectuel, les efforts et travaux pour reconstituer le monde vécu des victimes directes et indirectes des attentats. Je crains que cet évitement de la question ne s'explique pas que par une volonté de respecter la dignité de ces victimes [11].

Ni Guantanamo ni Patriot Act

Le causalisme socio-économique simplificateur entretient une croyance dangereuse: l'idée qu'un préventionnisme intégral pourrait nous dispenser de dispositifs de répression.

Or, la clarté devrait être faite sur le fait qu'il s'agit de combattre des terroristes, et donc de les battre, sans attendre que leurs causes dépérissent. Ce qui suppose un certain nombre de moyens, et même, la menace évoluant sans cesse et s'étant récemment aggravée, quelques outils nouveaux.

Malheureusement, une certaine gauche, depuis quarante ans, a pris le pli de mener une guérilla incessante et tout azimut contre les dispositifs de sécurité et de renseignement. Par exemple, le Syndicat de la Magistrature, en novembre 1995, n'hésitait pas à suggérer que les juges antiterroristes ne servaient à rien [12]. Or l'existence de ce dispositif judiciaire est par bien des aspects un acquis. Contrairement aux choix faits par des pays qui ont pris le parti de préférer l'élimination à la capture (Amérique, Russie) et la militarisation intégrale plutôt que la poursuite devant des juges, notre République imparfaite a jusqu'ici choisi de privilégier la voie judiciaire contre le terrorisme: enquêter, interpellier, poursuivre et juger. Certes des erreurs et des dérives existent ou s'esquissent ici, on va y revenir. Mais il n'y a pas de Guantanamo en France, ni de Patriot Act, en dépit du fait que ce pays a été depuis trente ans régulièrement frappé par des attentats.

Pourtant, par un effet très paradoxal des attentats de janvier, le baroud anti sécuritaire systématique a pris un nouvel envol après janvier 2015. On minimise le danger terroriste, en accusant «les» médias de l'exagérer, mais on n'hésite pas à

parler de la mise en place, en France, d'un État totalitaire-sécuritaire, ce qui paraît quand même une super exagération sensationnaliste.

Certes, toutes les lois se discutent, prudence et vigilance s'imposent à propos de mesures qui peuvent porter atteinte à des libertés fondamentales. Chaque dispositif doit faire l'objet d'un débat public minutieux dans lequel la gauche a et aura quelque chose de spécifique à dire. On abordera cette question plus loin. Mais comment être audible en 2015, quand en 1985, déjà, on annonçait la fin imminente de nos libertés individuelles? Des libertés tellement disparues à l'époque qu'il faut, bien après l'entrée en vigueur de lois déclarées liberticides... les «défendre» aujourd'hui avec exactement le même entrain accusateur, les mêmes prédications hyperalarmistes, les mêmes mises au pied du mur? La rengaine anti sécuritaire se situe résolument hors du temps et de l'espace: elle est au fond indifférente aux contextes. C'est une foi.

Une défense physique est nécessaire

Patrick Viveret, dans son texte paru le 11 janvier, nous expliquait qu'il faut répondre à la terreur par la démocratie, l'ouverture, la tolérance et l'humour, en reprenant les propos effectivement très beaux du Premier ministre norvégien aux lendemains de la tuerie de Breivik. Démocratie, ouverture, tolérance et humour comme réponse. Pas faux, mais... seulement cela? Aucun besoin d'une politique de sécurité, pas besoin de jugements et de condamnations? Je ne comprends pas ce trouble de la parole, cette aphonie qui s'empare de bon nombre d'intellectuels de gauche au moment de reconnaître et de dire qu'à la terreur, il faut obligatoirement répondre aussi par une politique défensive de sécurité. Pourtant, en Norvège même, il y a eu une réponse en terme de sécurité (pas de lois nouvelles, pas de «virage sécuritaire», mais des effectifs de police en plus), et Breivik, dans le cadre de cette société «ouverte» est désormais enfermé, et pour longtemps.

Le terrorisme réellement existant –force matérielle, flux financiers, activité concrète, individus gorgés d'intentions belliqueuses et armés– ne reculera pas dans la vraie vie si ne lui sont pas opposés, outre les mots, quelques moyens étatiques, militaires, policiers et judiciaires, lesquels doivent être capables d'évoluer en fonction de l'évolution de la menace. Disons-le, alors. Allons jusqu'à reconnaître qu'il

n'était pas stupide de vouloir les renforcer après les attentats de la période 2012-2015 et ce qu'ils ont montré de nos fragilités.

Intéressons-nous à ce que disent les militants de gauche syriens engagés contre Daech: ils n'ont pas le choix, eux, il leur faut des armes, et une unité large pour combattre ce qui est un «danger mortel pour le mouvement révolutionnaire et populaire». Pour Ghayath Naïsse, médecin, exilé et militant de la gauche révolutionnaire syrienne, qui affirme que Daech a une caractéristique fasciste, «l'affrontement avec les forces réactionnaires n'est pas un luxe mais une question de vie ou de mort pour la révolution ou le mouvement populaire» [13].

Nous ne sommes pas dans la même situation, bien sûr, mais la lutte, ici aussi, implique l'organisation d'une défense physique par rapport au terrorisme, lequel ne mène pas un combat principalement verbal contre nous, et il faut accepter de donner quelques moyens à cette légitime défense matérielle, militaire, policière et judiciaire, tout en mettant en place un système de contrôle parlementaire et citoyen des outils ainsi déployés. Force est de constater que cette dimension est occultée dans la plupart des écrits de gauche qu'on a pu lire depuis janvier. Je préfère pour ma part l'ingrate clairvoyance de Michael Walzer:

«Comment la gauche devrait-elle répondre à ces groupes islamistes? Elle doit soutenir les efforts militaires, notamment ceux qui visent à mettre fin au massacre des infidèles et des hérétiques.»

Après cela, je veux bien envisager une politique qui se concentrerait sur l'endiguement de l'islamisme plutôt que sur une guerre (ou une succession de guerres) ayant pour fin de le détruire. C'est un feu qui devra s'éteindre de lui-même.»

Prévention, oui. Travail sur les causes profondes, certainement. Bataille politique, absolument. Mais aussi, vu les dégâts qu'à leur tour ils causent, action, pour empêcher, autant que faire se peut, de nouveaux massacres.

Mener la bataille d'opinion, rassembler... et convaincre un maximum de musulmans

La lutte contre le terrorisme n'est pas que l'affaire de l'État, de ses services et des institutions. Il faut aussi le combattre sur le terrain des idées. Car il y

a tout un système mis en place pour attirer naïfs et crédules désemparés par le fonctionnement de notre société, et une propagande active pour banaliser ou glorifier les actes terroristes. Il faut mener une bataille d'opinion contre le terrorisme. Il faut compléter le travail des spécialistes par le travail des citoyens. Il faut inclure, comme le 11 janvier, ces immenses «foules sentimentales» comme les appelait joliment Libération, dans la protestation et la lutte contre la terreur.

Et il faut y accueillir les musulmans. Ce qui suppose de se demander pourquoi, dans l'ensemble, ils furent peu présents dans les manifestations alors que ni dans leur annonce ni dans leur déroulement elles n'étaient stigmatisantes à l'égard de leur communauté, au lieu de chercher à masquer cette absence massive par des photos choisies et des exceptions vraies, mais rares. Sans aller jusqu'à dire, comme Étienne Balibar dans un article paru après les attentats que «notre sort est entre les mains des musulmans», il faudra tirer au clair le pourquoi de ce grand rendez-vous manqué.

Ne rien faire qui puisse empêcher cette insertion de la majorité des musulmans dans le rassemblement contre le terrorisme est un devoir impératif. Car bien sûr, l'immense majorité des musulmans est parfaitement pacifique, hostile au terrorisme djihadiste et digne de notre respect a priori. Toute action, discrimination ou propagande anti-musulmane est à combattre, d'où qu'elle vienne. Telle est la loi, telle est aussi l'intelligence politique, la seule qui permettra le rassemblement de toutes et tous, quelles que soient les appartenances politiques, les origines, les religions, rassemblement qui reste à faire. Quand un Philippe Tesson, que son grand âge n'excuse pas, éructe que «les musulmans amènent la merde en France», il fabrique deux choses: du vote Front National, et du grain à moudre pour les recruteurs du terrorisme.

Un coup de couteau dans le tissu républicain

En effet, le monde musulman n'est pas homogène, mais traversé de contradictions entre courants fondamentalistes et courants plus tolérants, avec toute une palette de courants intermédiaires. En France, mais aussi à l'étranger. Dans nombres d'États musulmans, la chape de plomb se fissure. En Iran même, le régime ne parvient plus à contenir complètement une société civile qui se manifeste, s'autonomise, prend confiance en elle, malgré le régime policier qui

subsiste. De plus en plus d'Iraniens, et notamment des femmes, manifestent l'envie de sortir de la coupe des Ayatollahs tatillons, et pas seulement dans la petite bourgeoisie éclairée. «Trente-cinq ans, ça suffit!»

Sous la peau de la dictature, des ondulations, des poussées se produisent, désormais rendues visibles, par des films, des romans, une éclosion culturelle que le pouvoir ne parvient plus à museler. Ce sont tous ces gens qu'il faut aider, valoriser, accueillir. Il ne s'agit pas de choisir à leur place une interprétation du Coran contre une autre, ni d'édicter qui serait un «bon» musulman et qui serait un «mauvais», mais, sur la base de leurs propres aspirations, d'associer un maximum de musulmans, de leur ouvrir grand les portes de la défense de la démocratie et des libertés, et de soutenir leurs luttes réelles pour sortir de l'étouffoir intégriste, qu'il soit chiite ou sunnite.

Dans un tel contexte, la mise en examen généralisée des populations musulmanes, dans sa généralité inhumaine, est à la fois un coup de couteau dans le tissu républicain, une blessure injuste infligée à des millions d'individus et un service rendu à la radicalisation islamiste.

N'y a-t-il aucune morale à cette histoire?

Face au terrorisme, les intellectuels de gauche préconisent de «déplacer le curseur du jugement moral vers le terrain politique» [14]. Comme si le premier était nécessairement scabreux, et le second noble. On retrouve ici l'anti moralisme primaire, indéfectible réflexe de la majorité des intellectuels de la gauche actuelle –à quelques exceptions remarquables près– du moins ceux s'exprimant souvent dans les médias. Le mot d'ordre insubmersible (depuis les années 1960, et en France): ricaner de l'éthique.

Pourquoi donc la dimension morale ne devrait-elle pas être une composante de la mobilisation antiterroriste? On défouraille dans les locaux d'un journal; on tue, on mutile, on prend en otage... Aucune objection morale, exclusivement des condamnations politiques?

Beaucoup de choses sont à apprendre des marches du 11 janvier. Elles étaient, comme l'a dit Sophie Wahnich, des «manifestations de deuil». Oui, en partie. Elles étaient aussi des manifestations d'effroi. Mais les transformer en «une communauté d'effroi», dont la terreur aurait été le seul ciment, comme le suggère Pierre Rosanvallon, est réducteur. Ces cortèges ne

faisaient pas qu'osciller entre le funèbre et la frayeur: ils exprimaient le «choc moral» ressenti par des millions de Français lors des attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper cacher de la porte de Vincennes.

La question morale y était bien présente, comme un sous-entendu massif. Celle-là même que cible Emmanuel Todd lorsqu'il ironise sur «l'ignorance vertueuse» des défilés. Ne lui en déplaise, la morale commune avait été blessée, elle aussi, par les massacres de janvier. D'où cela vient-il? De ce qu'en chaque individu existe une conscience morale. Celle-ci, par sa relation à la conscience morale collective, fait le pont avec le sentiment d'appartenance à la collectivité. Cette conscience morale inséparablement individuelle et collective n'est rien d'autre que la traduction de l'interdépendance mutuelle, qui constitue leur socle matériel. «Non à l'inhumanité!», «Bas les pattes devant la civilité!», «Augmentez la convivialité!» étaient peut-être les mots d'ordres sous-jacents de ces manifs silencieuses. Elles étaient un acte de résistance à la démoralisation.

Les religions n'ont aucun monopole moral et sur ce sujet l'instituteur, malgré ce qu'a pu dire Nicolas Sarkozy, n'est nullement inférieur au prêtre, au pasteur, au rabin ou à l'imam. Lorsqu'on rappelle quelques règles fondamentales autorisant la cohabitation pacifique des différences, on n'est pas forcément dans la transcendance ou le surplomb, on est dans l'immanence d'une morale née au ras de l'interactivité des hommes, issue de leur praxis.

Cette morale pour tous dépasse les catéchismes particuliers. «Civilité», «convivialité», ou «moralité», peu importe le nom choisi. Tous recouvrent la notion de ce qui ne se fait pas, largement partagée entre croyants et non croyants. La foudre de janvier était tombée là-dessus aussi. Cela a suscité une énorme réplique collective dont aucune cartographie savante, analyse démographique rétroactive ou interprétation politique ne pourront jamais complètement rendre compte. D'abord parce que comprendre, c'est un peu plus qu'expliquer par des causes. Ensuite, car ces gens défilaient tout simplement contre l'immonde.

Ne laissons pas non plus les terroristes, ou leurs apologistes, tranquilles sur ce terrain. Osons défendre nos valeurs. Osons juger. Oui, il existe un fondement moral à la lutte contre la terreur et ses thuriféraires. Pour ne pas disperser définitivement les manifs du 11 janvier, il faut

accepter d'intégrer la question morale au combat antiterroriste. C'est aussi elle, d'ailleurs, qui nous aidera à retenir certains coups.

Rassembler tous les efforts, dialoguer

Un effort est indispensable pour que se constitue un rempart intellectuel, militant, citoyen et unitaire contre le terrorisme. Une gauche lucide et déterminée apportant sa pierre, sans rien renier de ses valeurs mais au contraire les défendant contre ce qui les attaque, est indispensable à son édification. Il s'agit de politique, de fermeté de jugement, d'idées claires et distinctes. Il faut faire face. Nous revient de démontrer qu'on peut penser et agir contre le terrorisme sans glisser à droite, ni bouleverser l'équilibre nécessaire entre sécurité et liberté. Mais nous ne pouvons plus, en désertant ce terrain, en usant de stratégie d'évitement ou de ruses lexicales, laisser le FN libre de labourer le champ des inquiétudes, pour y semer les poisons de l'intolérance et de la démocratie comprimée.

Des gens luttent, des individus se battent pied à pied contre les apologies, et la banalisation, des chercheurs cherchent, des intellectuels musulmans travaillent à la minorisation des fanatismes, des écrivains écrivent, des profs se mobilisent, des parents font attention. Tous sont les fantassins indispensables et admirables de la prévention du terrorisme. Mais trop souvent: chacun dans son coin, chacun dans son organisation, chacun dans son institution, chacun dans sa famille...

Il est proprement incroyable qu'après les attentats de janvier et rien moins que la plus grande manifestation de l'Histoire de France, il n'y ait pas eu une seule réunion convoquée ou seulement proposée pour réunir toutes les organisations de gauche afin de trouver quelques mots communs, prendre quelques initiatives ensemble, initier une réflexion collective par delà les désaccords maintenus sur d'autres questions! Or si «les années 1930» devaient un jour finir par revenir vraiment, c'est par le truchement de cette démission face aux tâches, cette insensée division face au pire qu'elles se seront engouffrées...

On peut craindre que ce soit sous la pression diffuse de ce brouillage des pistes causales, de cet enfumage dans la détermination des responsabilités, dans ce festival de fausses symétries qu'une partie de la gauche renâcle aujourd'hui à la lucidité face au terrorisme. En

tout cas, il faut constater que les syndicats, les partis, les associations formant l'armature de la gauche n'ont pas éprouvé le besoin de prendre la moindre initiative unitaire à la mesure de l'événement, qu'ils n'ont pas même essayé, depuis 10 mois, de bâtir des espaces de réflexions, de discussions et de militantisme communs sur un sujet si terriblement actuel.

Pourtant, à côté du travail institutionnel, incontournable, un authentique travail d'éducation populaire serait à imaginer et à construire, de toute urgence, face aux nouveaux guerriers de l'absolu. Si l'on ne veut pas que leurs actes nous coïncent longtemps entre des séquences de chaos sanglant et des réponses ultra répressives, il faut s'y mettre.

Ce n'est certainement pas la seule chose à faire, mais cela est requis autant par le respect de nos engagements à gauche que par la fidélité à l'esprit du 11 janvier.

1 — Pour le peuple, contre le Front national, Le Temps des Cerises, septembre 2015. L'ouvrage contenant par ailleurs certaines analyses intelligentes et propositions utiles, notamment celles d'Alexis Corbière et d'Yvon Quinioi. Retourner à l'article

2 — Edwy Plenel, Pour les musulmans, La découverte, 2 ed. février 2015. Retourner à l'article

3 — La formule était empruntée à Wilhelm Reich, qui l'avait élaborée au moment de la montée du fascisme en Allemagne et en Autriche. Voir Wilhelm Reich, La Psychologie de masse du fascisme, Payot, 1972. Retourner à l'article

4 — Relire à ce sujet les travaux de Laurent Mucchielli, notamment violences et insécurité: fantasmes et réalités dans le débat français, La découverte, 200. La théorie de cet auteur selon lequel il fallait «combattre les fantasmes de l'insécurité autant que l'insécurité elle-même» a amplement «informé» les débats à gauche et à l'extrême-gauche durant toute une période. Retourner à l'article

5 — Laurent Bonelli, Un ennemi «anonyme et sans visage», Cultures & Conflits, 58 I 2005, p. 129. Accessible en ligne. Retourner à l'article

6 — Voir les films de Joshua Oppenheimer: The Act of Killing, 2012 et Look of Silence, 2015. Retourner à l'article

7 — Éditorial de la revue Lignes, octobre 2015. Retourner à l'article

8 — Jacques Derrida, Jürgen Habermas, Le «concept» du

11-Septembre, Galilée, janvier 2004, p.162. Retourner à l'article

9 — Pour les Musulmans, op. cit. p. 20. Edwy Plenel se contredit d'une page à l'autre, puisque à trois pages de là, il avait évoqué «les idéologies totalitaires dont l'état islamique est désormais le drapeau». (p. 17). À moins de penser que le totalitarisme est un nihilisme, ce qui permet une seule chose : ne strictement rien comprendre, ni au fonctionnement du nazisme, ni au fonctionnement du système stalinien, l'un et l'autre emplis à ras bord de croyances, d'idées (fausses ou horribles) et... d'intellectuels pour les défendre. Retourner à l'article

10 — Michael Walzer, Cette gauche qui n'ose pas critiquer l'islam, Le Monde du 8 mai 2015. Retourner à l'article

11 — Parmi quelques rares contributions je signale celle, remarquable, de Georges Didi-Huberman Survivant, soulevé, parue dans la revue Lignes, d'octobre 2015. Il faut lire, également, les chroniques hebdomadaires de Philippe Lançon dans Charlie Hebdo, en même temps superbement écrites, profondes et émouvantes. Retourner à l'article

12 — À quoi peuvent bien servir des juges antiterroristes? Dans la revue Justice, n°146, novembre 1995. Retourner à l'article

13 — La contre-révolution et l'organisation dite État Islamique, Revue Inpécoc n° 616-617, juin-juillet 2015 Retourner à l'article

14 — Des brigadistes au Djihadistes, combattre à l'étranger, Laurent Bonelli, Le Monde Diplomatique, août 2015.

Didier Hanne



**A Suivre...
La Presse en Revue**

LAPRESSEENREVUE.EU